

Remarques à l'événement parallèle sur la "Prévention du génocide: Sociétés divisées et violences électorales" pendant l'Ouverture de l'Assemblée Générale des l'ONU

Données par Dr Simon Adam, Directeur Exécutif du Global Centre for the Responsibility to Protect. Siège des Nations Unies, New York.

Merci, Vos Excellences les Ministres des Affaires Étrangères de la Belgique et du Ghana. Merci, M. Adama Dieng, Conseiller Spécial sur la Prévention du Génocide, ainsi que les éminents panélistes. C'est un honneur que d'être invité ici aujourd'hui en tant que représentant de la société civile.

Bien trop souvent dans le monde, nous voyons des élections se transformer de l'expression positive de la volonté démocratique d'un peuple en un comptage sectaire ou ethnique qui peut approfondir des divisions et aggraver des griefs historiques.

Nous ne devrions pas prétendre, comme nos médias le font quelquefois, que ce n'est qu'un problème Africain. En Irlande du Nord, les découpages électoraux furent l'une des principales causes de la descente dans trois décennies de conflit. Le chemin final vers la paix et l'Accord du Vendredi Saint était fondé sur une reconnaissance que la démocratie doit être plus qu'un plébiscite sectaire avec un unique gagnant.

Une société saine se construit sur l'inclusivité, la protection des droits des minorités, et l'utilisation de la gouvernance démocratique pour améliorer les divisions, et non pas pour les enraciner. Telle a été l'expérience de l'Afrique du Sud et de nombreuses autres sociétés divisées qui ont transitionné vers une nouvelle distribution politique.

Cependant, bien trop souvent dans ce monde, les élections sont encore la source de disputes violentes. Par exemple, en Guinée, des désaccords concernant le calendrier électoral ont provoqué des affrontements depuis Mars de cette année qui ont causé la mort de plus de 50 civils. Le Global Centre est gravement soucieux que les élections programmées pour le 28 septembre ne se déroulent dans un climat dans lequel les clivages ethniques soient encore inextricablement liés aux rivalités politiques.

Dans certains cas extrêmes, les violences électorales peuvent mener à des crimes d'atrocités de masse. L'acceptation unanime de la Responsabilité de Protéger (R2P) par les chefs d'États et de Gouvernements pendant le Sommet Mondial de 2005 a renforcé l'opinion que nous avons d'une responsabilité collective de protéger tous les peuples de génocide, de nettoyages ethniques, de crimes de guerre, et de crimes contre l'humanité.

Je suis d'accord avec les ministres du Ghana et de la Belgique que les élections paisibles au Kenya cette année furent un bon exemple de prévention immédiate et de R2P à l'œuvre. Dans le but de prévenir une reprise tragique des violences post-électorales de 2007/2008, qui ont causé la mort de 1,133 Kenyans, le gouvernement a mis en pratique des réformes constitutionnelles significatives et a introduit de nouvelles lois interdisant tout discours de haine et toute incitation.

Dans les sociétés divisées, il est essentiel que les autorités nationales maintiennent leur Responsabilité de Protéger tous les civils, peu importe leurs identités religieuses ou ethniques, et sans préjugé concernant leurs affiliations politiques. Ainsi, il incombe à l'ONU et à la communauté internationale d'assister les pays et de s'assurer que les élections démocratiques aident à construire des société diverses et non à les détruire.

Je vous remercie.